Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 20 (1928)
Heft: 3

Artikel: Dans le mouvement syndical espagnol
Autor: Fabra Ribas, A.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383682

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Dans le mouvement syndical espagnol.

Par *A. Fabra Ribas*, Madrid.

La Maison du Peuple de Madrid.

C'est le 28 novembre 1908, à 8 heures du soir, que la Maison du Peuple de Madrid ouvrit ses portes. Le jour suivant, dans une grande manifestation, — car le nombre des manifestants approchait de 40,000 — les ouvriers madrilènes promenèrent à travers les rues du centre de la capitale les bannières des sociétés ouvrières, depuis l'ancien « Centre ouvrier » installé dans la rue des « Relatores » à l'antique palais des ducs de Béjar de la rue de Piamonte devenu depuis lors la Maison du Peuple de Madrid.

Cet événement historique est celui qui a eu les plus grandes répercussions sur le développement de l'organisation syndicale et socialiste du prolétariat espagnol.

En 1874, il n'y avait à Madrid d'autre association ouvrière que celle des typographes « Arte de Imprimir » installé dans une pauvre habitation dont le loyer mensuel était de 15 pesetas. Huit ans plus tard, elle se transporta dans un autre local et payait déjà 30 pesetas par mois. Nouveau déménagement en 1886, année où fut fondée la Fédération nationale des typographes. A la fin de l'année, nouveau transfert; la fédération loue, avec cinq autres associations, pour 115 pesetas par mois, un local plus grand comprenant une petite salle de réunions capable de contenir cent personnes.

Neuf ans plus tard, elle loua pour 225 pesetas un « Centre » plus vaste dans la rue de la Bourse et bientôt après un autre dans la rue des « Relatores » pour 530 pesetas. Elle se composait alors de 83 associations et de 21,000 membres. De là, elle passa à la rue de Piamonte avec 110 associations et 28,000 membres.

Ces renseignements succincts donnent une idée de la progression lente, mais sûre, des forces ouvrières madrilènes. Aujourd'hui, le nombre des associations est resté stationnaire, mais celui de leurs membres se monte à 75,000.

De plus, la Maison du Peuple est le siège de l'Union générale des travailleurs qui compte actuellement 300,000 membres.

Comme on l'a dit plus haut, l'immeuble qu'occupe la Maison du Peuple fut acheté par les ouvriers aux héritiers du duc de Béjar. Le bâtiment fut édifié en 1610 par J. Serrano Zapata, chevalier de l'Ordre d'Alcantara. En 1661, il fut acquis par D. Juan de Gongora, marquis d'Almodovar, membre du Conseil du Roi et directeur des finances. En 1675, il devint la propriété de D. Juan Fernandez de Velasco, duc de Frias et connétable de Castille. Le palais eut encore deux ou trois propriétaires, tous grands d'Espagne, jusqu'en 1861, date à laquelle il fut acquis par le duc de Béjar.

Il vaut la peine de mentionner un incident qui surgit le jour où fut dressé l'acte de vente. La commission ouvrière arriva au palais du comte de Luna et duc de Béjar pour signer le contrat.

— Nous venons, dirent les délégués, pour terminer l'affaire.

— Il faut tout d'abord régler une petite question, leur répondit-on.

Hier au soir, l'*Heraldo de Madrid* a publié un article de D. Enrique Rivas (certainement un bon article), dans lequel se trouvent des attaques contre l'aristocratie à propos d'un commentaire sur la vente du palais de Piamonte. Pour mener à bonne fin nos négociations, il est nécessaire que vous signiez cette lettre.

Et on lut la lettre qui avait été préparée à cet effet. On y disait que la commission se déclarait étrangère à l'article de M. Rivas et qu'elle tenait l'aristocratie pour une classe respectable.

C'est en vain que les délégués s'efforcèrent de démontrer l'illégalité du procédé. Les vendeurs aristocrates restèrent sur leurs positions: *s'ils veulent acheter, qu'ils signent.*

La situation était embarrassante pour les délégués et même songèrent-ils à se retirer et à rompre les négociations; cependant, estimant que leur refus pourrait causer une désillusion chez les travailleurs madrilènes et pensant aux dommages qu'il pourrait occasionner à leur organisation, ils signèrent.

Firent-ils bien de céder aux exigences injustes des vendeurs? Firent-ils mal? Ce qui est certain, c'est que sans ce sacrifice — c'en était un de signer une attestation contraire à ses sentiments — l'achat de la « Maison » convoitée eût été probablement retardé.

L'édifice fut acheté, tous frais compris, pour 315,000 pesetas. Les travaux effectués pour adapter le palais à sa nouvelle destination coûtèrent 70,000 pesetas et la salle de théâtre pouvant contenir plus de 4000 personnes 125,000 pesetas. De plus, les associations consacrèrent à l'installation des secrétariats quelque 100,000 pesetas.

Actuellement, la Maison du Peuple est en réparation, afin de l'élever d'un étage et d'augmenter le nombre des secrétariats. Quand les travaux seront terminés, la Maison du Peuple vaudra 1 million de pesetas. Tous les fonds engagés proviennent des associations ouvrières.

La Maison du Peuple se trouve au centre de Madrid et occupe une surface de 18,000 pieds. Outre la salle de théâtre, il y a deux salles de réunions, une grande bibliothèque et un restaurant.

La maison est fréquentée journellement par des centaines de travailleurs.

Palma de Majorque.

Par sa valeur, la Maison du Peuple de Palma de Majorque vient après celle de Madrid. Elle fut construite et donnée spontanément aux organisations ouvrières par le capitaliste majorquin D. Juan Morch. La surface de l'édifice est de 1300 mètres carrés et son prix de 450,000 pesetas. La construction date de 1922.

L'acte de donation reconnaît comme uniques propriétaires de l'édifice les associations ouvrières, lesquelles ne peuvent ni vendre ni aliéner le bâtiment, ni le destiner à d'autres fins que de travailler au développement intellectuel et au bien-être de la classe ouvrière.

22 associations ouvrières y sont installées ainsi que le groupe et la jeunesse socialistes.

Autres Maisons du Peuple.

La classe ouvrière espagnole possède d'autres immeubles. Les plus importants sont ceux de Baracaldo, Gallarta, Sitges, Mataro, Guadalajara, Valladolid, Vigo, Oviedo et Yecla.

Il faut mettre à part les immeubles que possède le Syndicat minier asturien. Il existe dans ce bassin minier une Maison du Peuple à Mieres (valeur: 896,957 pesetas), une à Moreda (valeur 299,078 pesetas), une à Sama qui avec le théâtre, vaut près de 400,000 pesetas, une à Oscuera (valeur 363,773 pesetas), et d'autres moins importantes qui font un total de 2,094,526 pesetas.

Actualités.

La *lutte pour la journée de huit heures,* qui se déroula pendant un certain temps plutôt sous forme d'un combat de position, devient de nouveau de plus en plus vive et peut apporter des décisions importantes au cours des années prochaines. Sitôt que la résolution de la Fédération syndicale internationale fut connue, résolution en vertu de laquelle les manifestations du premier mai de cette année doivent être organisées en faveur de la propagande pour la journée de huit heures et pour la ratification de la convention de Washington, vint également la contre-offensive: la déclaration du représentant gouvernemental anglais annonçant que son pays ne ratifiera pas la convention internationale de la journée de huit heures sous cette forme et demandera une revision. Nous avons de la peine à croire que la revision projetée par l'Angleterre soit acceptée, car cela porterait une si grave atteinte à l'œuvre des conférences internationales du travail que maints délégués gouvernementaux en seraient également effrayés. Nous espérons en outre que le gouvernement anglais actuel sera du même avis si la revision formulée par lui vient en discussion. Cette tentative réactionnaire a d'ailleurs un heureux effet: elle prépare la classe ouvrière à se mettre en garde et à la contre-offensive.

En ce qui concerne la Suisse, l'idée de la journée de huit heures est si profondément ancrée dans le peuple qu'une revision rétrograde de la loi sur les fabriques ne peut plus entrer en considération. Cependant, la réglementation légale de la durée du travail pour les arts et métiers fait toujours défaut. Le mouvement